



LE "METIS."

Joué. 6 Février 1879.

LA SESSION.

La première session du troisième parlement de Manitoba a été inaugurée en grande pompe samedi dernier par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, à trois heures de l'après-midi dans la salle d'audience du Palais de Justice de Winnipeg. Il faisait un temps superbe, et jamais nous n'avons vu foule aussi grande ni aussi bien ordonnée du commencement à la fin des cérémonies. Une garde d'honneur sous les ordres du Capitaine Caruthers était stationnée en face de la Cour. Son Excellence était accompagnée du Lt. Col. Smith et de son Secrétaire M. J. Cauchon.

Tous les membres de la Législature se sont aussitôt rendus auprès du Lt. Gouverneur qui, suivant les usages parlementaires, leur a fait signifier d'avoir à élire un Orateur ou Speaker, avant qu'il pût leur communiquer son bon plaisir. Cette élection fut de courte durée, car les députés revinrent bientôt précédés par M. J. W. Sifton, le nouvel Orateur.

Son Excellence adressa alors les discours suivant :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je suis heureux de voir que la première Session du Troisième Parlement s'ouvre sous des auspices aussi favorables. L'an dernier, lorsque vous vous êtes réunis, j'avais exprimé l'espoir que les communications par chemin de fer permettraient au cultivateur d'exporter le surplus de ses produits sur les marchés de l'Est. Et je constate avec plaisir que le fait est aujourd'hui accompli—ce qui devra, sans doute, favoriser dans une grande mesure, le développement et la prospérité de cette Province.

Je suis bien aise de voir que les travaux du cultivateur ont été couronnés de succès dans la Province ; et l'abondante récolte que nous avons eue, ne pourra manquer d'activer l'exploitation des ressources de notre sol, et de faire manifester notre reconnaissance envers le dispensateur de tous biens.

La nomination de Son Excellence le Marquis de Lorne au poste de Gouverneur-Général du Canada est une nouvelle preuve de l'affection de Sa Très-Gracieuse Majesté, pour ses sujets canadiens, dont la loyauté et l'attachement à la Couronne Britannique sont ainsi reconnus.

Il est, cependant, bien pénible que la nouvelle de la mort de la Princesse Alice soit venue jeter le deuil parmi notre population qui venait d'accueillir avec toutes espèces de démonstrations de joie Son Excellence et Son Altesse Royale la Princesse Louise.

Je vais énumérer, maintenant, quelques-unes des mesures, qui seront présentées.

Ainsi, il vous sera soumis le résultat des travaux de la commission nommée par un Acte de la dernière session, pour refondre les Statuts ; et Pon vous demandera de mettre en force par un acte spécial, cette refonte de nos lois.

Il vous sera également présentée une mesure destinée à favoriser les travaux publics et la construction d'Edifices Publics dans la Province.

Il vous sera aussi soumis une mesure devant permettre aux villes qui s'agissent dans les différentes parties de la Province d'incorporer sans avoir à demander un Acte spécial d'incorporation, ce qui sera le complément de notre système municipal.

L'expérience des deux dernières années, nous a prouvé la nécessité d'un système de drainage devant

permettre d'utiliser des terrains aujourd'hui inexploités et d'améliorer les voies de communication ; il vous sera donc soumis une mesure pour le drainage des terrains bas de la Province.

Une mesure sera présentée dans le but de faire séjurer la Cour du Banc de la Reine, à l'Ouest de la Province.

Des mesures importantes et pratiques, concernant, par exemple, les chemins, le travail de corvée, la vente des liqueurs, les traverses, les honoraires des Registrateurs ainsi que d'autres Bills d'un intérêt général vous seront soumis.

Je vous ferai transmettre les comptes publics, aussitôt que possible, ainsi que les estimations des dépenses publiques pour l'année prochaine.

Je terminerai en exprimant l'espoir que vos délibérations puissent recevoir la bénédiction divine, et que votre désir de vous acquiescer fidèlement de vos devoirs, dans l'intérêt général, ainsi que votre respect pour les principes bien connus du Gouvernement parlementaire et responsable, puissent également contribuer à l'avancement de notre Province, et au bien-être de la population.

Son Excellence se retira ensuite, et bientôt l'Orateur prit le fauteuil. L'Hon. M. Norquay annonça alors que le Gouvernement allait proposer d'ajourner la séance jusqu'à mardi, afin de permettre à un certain nombre de députés de prendre part aux élections scolaires de lundi. Après quelques affaires de routine, l'ajournement fut pris.

Le Choix de l'Orateur.

La question de l'élection de l'Orateur n'a excité que très peu d'intérêt parmi nous cette année, ce personnage important devant être anglais, et devant par conséquent n'être choisi que par nos amis de langue anglaise. La candidature ministérielle est tombée sur M. Sifton ; espérons qu'il sera le digne successeur de l'Hon. M. Dubeau dont l'impartialité, les connaissances parlementaires et les décisions auraient fait honneur au Président de l'importante Assemblée Législative.

La tâche d'un orateur dans une jeune Législature est bien d'être facile ; il lui faut une grande science beaucoup de fermeté et un tact rare pour discipliner tous ces députés qui ne connaissent des formes parlementaires que par cœur. Ils ont vu dans les conseils de municipalité de ville ou de campagne.

D'après une entente qui date de la première session du premier parlement et respectée jusqu'ici par tous les choix du successeur de M. Sifton appartenait au parti de la langue française. N'oublions pas cependant que nous ne sommes plus qu'une minorité pour faire respecter cette convention si équitable, mais cette minorité est encore forte si elle reste unie.

L'Hon. M. Royal fut le premier Orateur de la Législature de Manitoba ; le Dr. Bird lui succéda ; puis l'Hon. M. Dubeau, lequel a occupé le siège présidentiel pendant toute la durée du dernier parlement.

LA POLITIQUE LOCALE.

Le gouvernement a exposé un bon programme de mesures dans les discours du trône ; refonte des lois depuis 1871, drainage des principaux endroits bas de la Province, assistance sage et mesurée aux projets sérieux de construction de chemins de fer ; tels sont les principaux travaux de la politique ministérielle. Le gouvernement veut, s'il en obtient les moyens, entreprendre de grands travaux ; et en même temps que l'administration de nos lois de viendra plus aisée, mieux assistée et

plus forte la Province entrera à grands pas dans une voie de progrès matériel sagement différés par le ministère David-Royal.

C'est croyons-nous l'intention du gouvernement d'élever au plus tôt la Législature, et de ne faire réellement de session qu'à l'époque où sera connue l'action du gouvernement d'Ottawa concernant les chemins de fer de la Province. Cette décision nous paraît des plus judicieuses et recevra, espérons-le, l'assentiment des membres de l'Assemblée.

Maintenant, quelles sont les chances de succès de la présente administration ?

Et l'Orateur, le parti français est uni et compacte ; la communauté de principes en fait un tout solide qui l'isole peu d'espérer à ceux qui voudraient le diviser. Il n'est pas de même de nos amis du parti anglais qui sont à l'heure qu'il est partagés en trois ou quatre groupes, et où tout le monde veut non seulement être ministre, mais premier ministre.

Tous ces braves gens reconnaissent qu'à peu près que la politique du gouvernement Norquay est aussi bonne, aussi progressive que la permission des circonstances ; mais ils veulent être ministres après avoir voulu être députés, ce qui, dans leur esprit n'est ni plus difficile ni plus raisonnable. Comment tout cela tournera-t-il ? Bien malin qui le devinera.

Dans tout ceci, l'attitude du parti français doit être ferme et prudente ; nous avons, nous des questions graves à sauvegarder, des intérêts sacrés à protéger ; restons unis pour être forts.

On dit que c'est l'intention du gouvernement d'ajourner cette semaine, et d'envoyer à Ottawa sous peu une députation de ses membres.

M. Elie Tasse longtemps rédacteur du *Metis* et ci-devant Surintendant des Ecoles Catholiques, part ces jours-ci avec sa famille pour Ottawa. Nos vœux accompagnent M. Tasse, et nous gardons l'espoir de le voir revenir bientôt parmi nous. Le vide que causerait le départ de l'ami de M. Tasse ne se comblerait pas de sitôt, et ce serait une perte que ressentiraient longtemps tous ceux qui ont pu apprécier le dévouement public, les convictions nationales, le noble caractère et les belles qualités de M. Tasse.

LA SEANCE DU 4.

La Chambre a repris ses séances avant-hier ; il n'y avait d'absent que M. Taillefer, retenu chez lui par une grave attaque de maladie de cœur.

L'Hon. M. Norquay, avant le premier ordre du jour, a proposé, secondé par le chef réputé de l'opposition, M. Scott, trois résolutions dont une de condoléance à Sa Majesté à l'occasion de la mort de la Princesse Alice, une de félicitation et de bienvenue au Marquis de Lorne et à son auguste épouse, et une de reconnaissance à Lord Dufferin. Puis, M. Gunn a proposé l'adresse en réponse au discours du Trône, et a présenté des observations qui ont été très bien accueillies et très goûtées.

C'était M. Taillefer qui devait succéder en français ; malheureusement la maladie l'en a empêché, et avec une générosité dont nous devons le féliciter, le jeune député de St. Vital, M. St. Goulet, a promptement consenti à le remplacer au dernier moment.

La proposition a été votée sans opposition, un comité nommé pour préparer l'adresse royale tenant, laquelle ensuite a été rapportée et soumise à l'approbation de la Chambre par paragraphe. Sur l'adoption du premier paragraphe, M. Cowan, qui est, par-dessus tout, un autre chef de l'opposition, a fait un de ses discours accoutumés, ni clair ni poétique, ni indécis et des plus irrésolus. Sur le second, M. Scott a proposé un amendement ayant pour objet de présenter une adresse au gouvernement d'Ottawa le priant de terminer au plus tôt certaines sections du chemin de fer Pacifique Canadien.

L'Hon. M. Royal a soulevé une question d'ordre, qu'il a appuyée de précédents, prétendant qu'il n'y avait aucun bien entre la motion principale et l'amendement, excepté que M. Scott voulait en faire une question de non-confiance et prendre un vote quand même. L'Hon. député, un peu décontenancé, répond qu'il ne veut pas proposer de motion de non-confiance, et enfin, après beaucoup d'hésitation, demande la permission de retirer son amendement. La chose lui est accordée en son honneur.

L'Orateur qui aurait dû décider la question d'ordre, s'est parfaitement embrouillé et a convaincu tout le monde qu'il avait besoin d'étudier et d'être renseigné.

Sur les différents paragraphes ont pris la parole MM. Sutherland, Biggs, Drummond Ross, McKenzie, Lussell, M. Scott, l'opposition, et tous ne trouvant rien à reprendre dans la politique du gouvernement.

Sur le paragraphe du drainage public, l'Hon. député de St. Boniface, M. Laroche, a pris la parole, et a démontré l'importance de la question pour le public en général et pour certaines portions de la province en particulier. Il espère que le gouvernement entreprendra au plus tôt le dessèchement des marais considérables qui rendent impraticables les chemins à l'Est de St. Boniface, et il est sûr que sur ce point les députés de K. Homan, de Springfield et de Ste. Anne s'uniront à lui pour obtenir cette grande amélioration.

En effet, MM. Sutherland, Ross et Nolin se lèvent tour à tour pour corroborer les paroles de M. Laroche, et insistent sur la nécessité d'ouvrir les Rivières de Grande et de la Petite Poente de Chénas.

Chaque paragraphe est ensuite voté, et sur la question finale de concurrence, M. Biggs se lève et entreprend un discours qui, n'étant pas terminé à 6 heures, dut se continuer hier à la séance de 3 heures.

M. Biggs a une belle voix retentissante ; il aura à se garder de la faire gronder trop souvent, car les tonnerres, même les plus fins, finissent à la longue par ennuyer.

Séance du 5.

La séance d'hier n'a pas duré jusqu'à six heures ; après les affaires de routine, dépôt de pétitions, avis de motions, formation de Comités, rapports d'adresses, etc., M. Biggs prit la parole pour continuer son discours de la veille. L'inspiration s'étant envolée, il fit quelques répliques et reprit son siège. L'adoption de l'adresse ayant été mise aux voix, M. Scott proposa un amendement exprimant le regret de ne voir aucune mention faite dans le discours du trône de l'aide que le ministère devait donner aux écoles ;

c'était un vote de non-confiance direct.

L'Orateur demanda les voix et déclara l'amendement emporté. L'opposition battit des mains et une partie de la galerie y joignit ses applaudissements. Grand nombre de gens qui sont allés à Winnipeg depuis une semaine pour assister à la séance tant promise du Cabinet et qui se trouvaient dans la galerie, eurent un moment de douce félicité.

L'Hon. M. Norquay demanda l'enregistrement du vote lequel donna le résultat suivant pour l'amendement : MM. Scott, Cowan, McKenzie, Ross, Lussell, Stevenson, Drummond, Sutherland et Biggs, 9 ; contre : les Hon. M. Laroche, M. Norquay, M. W. K. Brown, D. Brown, M. Burke, Schmidt, Goulet, Gunn, T. L. Murray, Nolin et Taillefer, 14. Majorité pour le gouvernement 5 ; si l'on ajoute le vote de l'Orateur, on trouvera que le ministère a une majorité de 6 voix, c'est à dire au quart de la Chambre.

Le résultat du vote fut reçu au milieu des applaudissements de la droite.

L'adresse fut alors votée, et après l'adoption de quelques mesures, la Chambre fut ajournée.

Nouvelles d'Europe.

La guerre est momentanément suspendue dans l'Afghanistan, la saison d'hiver ne permettant pas de continuer les opérations. Les troupes anglaises vont être inactives pendant deux mois. Le major Cavagnari a reçu des lettres amicales de la plupart des chefs Caboul et de Gulzai.

Dans une réunion imposante qui a eu lieu à Allahabad, le 1er janvier, le général Cavagnari a expliqué la situation du vice-roi de l'Inde à un grand nombre d'hommes les plus influents du pays, qui avaient répondu à l'invitation du général Brown.

Il a protesté que l'Angleterre ne voulait faire aucune querelle au peuple afghan. Un des principaux khans a répondu qu'il était satisfait du changement d'autorité qui venait de s'opérer dans le pays et il a offert ses services.

La santé des troupes anglaises est excellente. Les Afghans montrent les meilleurs dispositions et apportent des provisions en abondance.

La question de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération semble être en ce moment le principal sujet des conversations dans la capitale fédérale. On assure qu'une portion très-importante de la population de l'île, les hommes d'affaires surtout, appellent la confédération de tous leurs vœux, convaincus qu'ils sont qu'elle stimulera davantage le commerce croissant entre elle et la terre ferme.

On veut faire de Terre-Neuve la route principale du trafic océanique entre le Canada et les îles britanniques. Le gouvernement du Canada peut réaliser ces espérances, et c'est le plus fort argument que les partisans de l'union font valoir.

—De l'Univers.

Parmi les clercs du séminaire Saint-Sulpice, qui, le 21 décembre dernier, ont reçu l'ordre de la prêtrise, les catholiques seront heureux d'apprendre qu'on a vu figurer M. Bernard de Mun, le jeune frère de M. le comte Albert de Mun. Le jour de Noël, c'était un spectacle touchant de voir, dans la chapelle du château de Lunigay, le jeune prêtre à célébrer sa première messe en présence



BUREAU DU GOUVERNEMENT.

Winnipeg, 29 Janvier, 1879.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de faire les nominations suivantes :

Pour être Commissaire per diem potestatem pour asseoir les membres du présent Parlement.

Rice M. Howard, de la Cité de Winnipeg, Ecuyer.

Pour être Président du Bureau des Commissaires de Licenses. John Fraser, de Kildonan, Ecuyer en remplacement de W. G. Finkbeiner qui a résigné.

Pour être Constable pour le Comté de Selkirk et Bailin pour la Cour de Comté de Selkirk.

Richard Henry Stone, de Winnipeg, gentilhomme, en remplacement de James Melroy, de même.

Bureau du Greffier du Conseil Exécutif de la Prévôté de Manitoba.

Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative, qui doit se tenir le premier de février 1879 :

St. Charles.

Alexander Murray.

St. Norbert.

Honorable Pierre Delorme.

St. Agathe.

Joseph Taillefer.

RICE M. HOWARD.

Greffier du Conseil Exécutif de Manitoba.

Division Electorale No. 24 ou Ste. Anne.

Avis est par le présent donné que le dix-huitième jour de janvier 1879, John Jimmy et Pierre Cartier ont présenté et filé au Bureau du Protonotaire de la Cour du Banc de la Reine, dans la Cité de Winnipeg, une pétition d'élection contre le retour d'élection de Charles Nolin comme membre de l'Assemblée Législative de la dite Province, pour la susdite division électorale.

Datée ce dix-huitième jour de janvier A.D. 1879.

SEDDLEY BLANCHARD, Avocat des demandeurs.

Division Electorale No. 5 ou Baie St. Paul.

Avis est par le présent donné que le dix-huitième jour du mois de Janvier A. D., 1879, Thomas J. Garrison, a présenté et filé au Bureau du Protonotaire de la Cour du Banc de la Reine, dans la Cité de Winnipeg, une pétition contre le retour d'élection de Andrew Bourke, comme membre de l'Assemblée Législative de la dite Province, pour la susdite Division Electorale.

Datée ce dix-huitième jour de Janvier A. D. 1879.

SEDDLEY BLANCHARD, Avocat pour Chs. J. Garrison.

DEPENSES DE L'ELECTION DE MR. JOHN TAYLOR.

1878. Dec. 18. Argent payé pour la nomination, \$25.00 Je certifie par la présentes que le compte ci-dessus est correct, et est le seul montant payé pour l'élection du dit Mous. John Taylor.

Ours B. Davidson, Agent.

Headingley, 15 Janvier 1879.

PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

[L. S.]

JOSEPH CAUCHON,

A nos fidèles et bien aimés les Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, sommes et appelés à une Assemblée de la Législature de notre Province de Manitoba, en Notre Ville de Winnipeg, qui de va se tenir et avoir lieu le vingt-neuvième jour du mois de Janvier courant et à chacun de vous.

SAINT-E.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Manitoba se trouve convoquée pour le

vingt-neuf, une jour du mois de Janvier auquel temps vous êtes tenus et il vous était en oint d'être présents.

Sachez maintenant que pour diverses raisons et considérations et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre Province de Manitoba, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents, au temps susdit, vous convoquant et par les présentes vous engageant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, pour la DEPECHE DES AFFAIRES dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, en notre Ville de Winnipeg, Samedi, le Premier jour du mois de Février prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien-être de notre dite Province, et y faire ce qui pourra sembler nécessaire, ce à quoi, vous ne devez manquer.

En Foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes, et à celles fait apposer de Grand Sceau de Notre dite Province de Manitoba. Témoins Notre Fidéle et Bien Aime l'Honorable JOSEPH CAUCHON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc. En Notre Hôtel du Gouvernement à Fort-Garry, le quatorzième jour de Janvier, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-dix-neuf et de Notre Règne la Quarante-deuxième.

Par ordre.

C. P. BROWN, Secrétaire Provincial.

AVIS.

Application sera faite à la prochaine session de la Législature pour l'obtention d'un Acte pour incorporer "The Saint John Ladies School".

JOHN GRISDALE.

AVIS.

[Extrait des règlements relatifs aux Bills Privés, 1877.]

Toute demande des Bills Privés étant proprement des sujets du ressort de la Législature de la Province de Manitoba suivant l'intention de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867" soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique, d'un Canal, d'une digue ou d'un barrage, ou d'autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, soit pour la construction de travaux pour l'approvisionnement du gaz ou de l'eau ; l'incorporation de métiers ou profession, ou d'une compagnie à Fonds Social, l'incorporation d'une Cité, Ville, Village, ou autre Municipalité, le prélevement de cotisation locale ; la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation du Parlement, ou d'un canton ; le changement du chef lieu d'un Comté, d'une Ville, ou de Bureaux ; Locaux le règlement d'une Communauté ; l'arpentage d'un Canton, d'une ligne ou d'une concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de faire quelque chose qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'un Acte antérieur—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande qui devra être publiée comme suit, savoir :

Un avis inséré dans la Gazette Officielle, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français dans le District auquel s'applique la mesure demandée ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la Gazette Officielle et dans un journal du District voisin.

Ces avis doivent être publiés dans chaque cas pendant une période

d'au moins trente jours, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la Chambre une Pétition demandant la permission de présenter un Bill Privé pour la construction d'un Pont de Pêche, les personnes se proposant de faire cette pétition, doivent en donnant l'avis présent par la règle précédente et de la même manière, donner aussi avis des peages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les entées ou piliers pour le passage des bateaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant, ou non, et les dimensions du pont tournant.

(Signé THOMAS S. ENCE, Greffier de l'Assemblée Législative.)

PARLEMENT FEDERAL.

Substance des Règles relatives aux avis de Bills Privés.

Les personnes qui se proposent de s'adresser au Parlement pour obtenir la passation des Bills Privés, pour obtenir la concession de certains droits privilégiés ou profits exclusifs ou particuliers ou ayant pour objet quelque amendement de même nature d'un acte antérieur, sont notifiées que par les règles des deux chambres du Parlement, publiées au long dans la Gazette du Canada, elles sont requises de donner de dix mois d'avis de leur demande dans la Gazette du Canada et dans un journal publié dans le comté ou district concerné, et de transmettre au Greffier de chaque chambre, copies des journaux contenant la première et dernière insertion de tel avis. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis devra être publié dans des langues anglaise et française.

Et toute personne qui demandera un Bill Privé devra, huit jours avant l'ouverture du Parlement, déposer entre les mains du greffier de la Chambre où le Bill devra être introduit, une copie de tel bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Entre la deuxième lecture du bill et sa prise en considération par le comité auquel il est référé le requérant paiera un droit de \$200, en sus des frais d'impression de l'acte dans les statuts.

Aucune demande pour un Bill privé n'est reçue par l'une ou l'autre chambre après l'expiration des premiers dix jours de la session.

ROBERT LEMOINE,

Greffier du Sénat.

ALFRED L'ATRIC,

Greffier des Communes Canada Ottawa, 24 Sept. 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné que Alexander Macbeth Sutherland de la Cité de Winnipeg dans le Comté de Selkirk, étudiant en loi, fera application à l'Assemblée Législative de la Province de Manitoba à sa prochaine session aux fins d'obtenir un acte pour autoriser la Société Légale de Manitoba de l'admettre comme avocat avec pouvoir de pratiquer, comme avocat et solliciteur dans la Cour du Banc de la Reine dans la dite Province de Manitoba.

A. M. SUTHERLAND

Winnipeg, 30 décembre 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Manitoba pour un Acte pour amender l'Acte 36 Victoria Cap. 50, intitulé "An Acte pour amender la clause 7 des Statuts de Manitoba passés dans la 31ème année de la Règne de Sa Majesté la Reine Victoria. Intitulé un Acte pour incorporer la Cité de Winnipeg".

LE MAIRE ET LES CONSEILLERS de Winnipeg.

A. M. BROWN, Greffier.

Winnipeg, 30 Janv. 1879.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une application sera faite à la prochaine session de la Législature de Manitoba, pour la passation d'un Acte pour amender l'Acte 35 Vic. intitulé "Acte

pour incorporer l'Evêché Catholique Romain de St. Boniface."

J. DUBUC,

Procureur pour le demandeur. St. Boniface, 26 Novembre, 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'il sera fait une application à la prochaine Session de la Législature de Manitoba, pour un Acte pour incorporer les Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie de la Cité de Winnipeg, sous le nom de "La Corporation des Sœurs des Saints noms de Jésus et de Marie."

J. DUBUC,

Procureur pour les demanderessees Winnipeg, 26 Novembre, 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une application sera faite à la prochaine session de la Législature Locale pour obtenir un Acte incorporant la Compagnie de Chemin de fer la branche du Comté de Westbourne, avec pouvoir de bâtir et mettre en opération, une ligne simple ou double de chemin de fer de la ville de Gravelton, dans le dit Comté, au sud ou nord-est, de manière à relier les lignes de chemins de fer en existence de l'est et du nord, et du nord-ouest aux limites de la Province, et aussi une ligne télégraphique le long du dit chemin de fer.

WALKER & BIGGS,

Solliciteurs pour les demandeurs.

AVIS.

Les soussignés feront application à la prochaine Session de la Législature locale aux fins d'obtenir un Acte pour l'incorporation du chemin de fer Selkirk, Rockwood, Wood land, et des Comtes de l'Ouest, avec pouvoir de bâtir, contraindre, maintenir et mettre en opération une ligne simple ou double de chemins de fer et de télégraphe électrique depuis la Ville de Selkirk à travers la division électorale de Rockwood, jusqu'à un point à ou près la frontière Ouest de la Province.

JOHN ROSS,

THOS. HOWARD,

SEDDLEY BLANCHARD,

S. L. BEDSON.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'on fera à la prochaine Session de la Législature Locale, application pour demander l'incorporation du chemin de fer de Winnipeg et de l'Ouest à Winnipeg and Western Railway, avec pouvoir de bâtir, construire, maintenir et mettre en opération une ligne simple ou double de chemin de fer, et un télégraphe électrique depuis la Cité de Winnipeg, au Nord de la Rivière Assiniboine, jusqu'à un point à ou près les limites de la Province de Manitoba.

WALKER & BIGGS,

Solliciteurs pour les demandeurs Winnipeg, 18 Novembre, 1878.

AVIS PUBLIC.

Avis public, est par les présentes donné que, en conformité de la 31ème Vic. Cap. 10 des statuts de Manitoba, et sur le rapport de l'Honorable Ministre des Travaux Publics il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'ouvrir au trafic un chemin public de l'établissement de Springfield jusqu'au grand chemin dans la Paroisse de Kildonan du Cote Est de la Rivière Rouge. Le dit chemin est déclaré par les présentes être un chemin public pour toutes intentions et fins quelconques.

C. P. BROWN

Secrétaire Provincial.

Avis est par le présent donné qu'une application sera faite à la prochaine session de la Législature de Manitoba pour l'obtention d'un Acte pour amender l'Acte 35 Vic. Cap. 7 des Statuts de Manitoba, passé dans la 31ème année de la Règne de Sa Majesté la Reine Victoria intitulé "Acte pour incorporer la Cité de Winnipeg".

Pour le Maire et le Conseil de la Cité de Winnipeg.

A. M. BROWN,

Greffier de la Cité

Avis.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au Parlement de la Puissance du Canada à sa prochaine session pour un Acte d'incorporation, incorporant une compagnie devant être appelée et connue sous le nom de "Compagnie de chemin de fer de Colonisation Saskatchewan" Saskatchewan Colonization Railway Company, avec pouvoir de construire une ligne de chemin de fer à partir de Winnipeg à ou près du sud de la Rivière Saskatchewan, et pour la construction de ligne d'embranchements à ou près de la ligne principale à Selkirk, et à ou près de la frontière à Emerson, étant le grand chemin continuant à la montagne de Pembina, et de Winnipeg à ou près de la frontière de la Province de Manitoba au sud-ouest.

Datée à Ottawa ce dix-neuvième jour du mois de Décembre A. D. 1878.

PINNEY, CHRISTIE & HILL,

Avocats des Requérants.



Avis Public.

Des soumissions cachetées adressées au soussigné et marquées "Soumission pour chemin de conduit" seront reçues au bureau du sursigne jusqu'à

Midi le 15 Février prochain.

pour la construction d'un bon et solide chemin corderai ou planchete sur une certaine partie du grand chemin en haut de la Baie St. Paul, à l'est de la propriété de G. Tait.

Pour détails s'adresser au Département.

Le Département n'est tenu d'accepter aucune soumission. Cautions exigées.

JOSEPH ROYAL,

Ministre des Travaux Publics.

Département des Travaux Publics.

Winnipeg, 15 Janvier, 1879.

AVIS.

Demande sera faite à la prochaine Session du Parlement du Canada, pour la passation d'un Acte pour incorporer une Société pour la construction d'un chemin de fer depuis la frontière des Etats-Unis, à l'ouest de la Rivière Rouge, jusqu'à Winnipeg et de là à l'ouest jusqu'à l'intersection du chemin de fer Pacifique Canadien ; aussi, un embranchement qui se reliait au tronç et dessus à un endroit sur la Rivière Rouge, pour construire des lignes télégraphiques en rapport avec les susdites voies ferrées.

CILBERT MENICKES,

pour lui-même et ses associés.

Winnipeg 22 Novembre, 1878.

Rond a palmer de Winnipeg.

Ouvert depuis le 16 décembre courant à tout le public.

Rafraichissements à des prix raisonnables. Prix pour la saison : un billet, pour une seule personne \$5.00 ; pour deux, \$8.00 ; billet de famille \$12.00.

On invite cordialement le public à patronner ce va et comme établissement élevé en face de l'entrepôt no 6, du côté de Winnipeg. Magnifiques patins de Hawkin à vendre sur les lieux.

JOHN J. JOHNSON, & Co.

Propriétaires.

Winnipeg 19 décembre 1878.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au Parlement de la Puissance du Canada à sa prochaine session pour un Acte incorporant "The Assiniboine Bridge Company" avec pouvoir de construire un Pont traversant la Rivière Assiniboine, à ou près de la Cité de Winnipeg, dans la Paroisse de St. Boniface, Ouest, le dit Pont devant être bâti sur pilotis tubulaires avec en sus des arches de fer et de bois destinées à servir pour les charbonnières, le trafic ordinaire et les pontons, aussi avec pouvoir de lever des taxes de péage sur le dit pont pour trente ans.

Datée à Winnipeg ce dixième jour de Décembre A. D. 1878.

ROSS & L'EST,

Sol des Appelants.